

# LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

**Le 13 octobre 2023.**

J'ai programmé de cesser d'actualiser le portail dans les jours qui viennent.

Je vous proposerai une formule (à remplir et renvoyer éventuellement) de soutien ou d'adhésion au courant politique que j'anime, et d'ici décembre 2024, selon que ce soutien ou cette adhésion seront massives ou médiocres, je déciderai ou non de poursuivre cette activité et de fonder une organisation politique. Pourquoi décembre 2024, parce que l'abonnement du portail au serveur d'OVH court jusqu'à cette date.

Dans l'état actuel des choses ou si rien ne changeait radicalement, je crois qu'on en restera là ou qu'il n'y aura pas de prolongation.

---

Une rapide revue de presse sur le soulèvement armé légitime du peuple palestinien contre l'occupation sioniste qui dure depuis 1947, suivie de quelques infos.

Vous ne trouvez pas frappant les similitudes qui existent avec le 11 septembre 2001, entre le procédé hors du commun employé ; sa démesure dans l'atrocité à viser des civils innocents ; l'état de sidération réelle ou feint qui s'en est suivi ; le refus de prendre en compte les avertissements qui avaient précédé cette opération militaire, jusqu'aux informations précises transmises la veille et l'avant-veille qui furent ignorées ; le discours extrémistes et simplistes des autorités israéliennes appelant à la vengeance sans merci, cruelle, barbare ; la menace adressée à tous ceux qui ne soutiendraient pas « *le camp du bien* » contre « *le camp du mal* », qui refuseraient ; l'injonction à caractériser de « *terroriste* » l'offensive armée palestinienne destinée à desserrer l'étau du blocus qui étouffe Gaza depuis 2007, soit déjà 16 ans ou beaucoup plus longtemps que le blocus du ghetto de Varsovie avec davantage de morts.

Quel que soit le scénario qui est à l'origine de ce nouvel affrontement armé entre l'armée de libération de la Palestine et l'armée d'occupation sioniste, outre l'opération militaire déclenchée par les Palestiniens parfaitement légitime, les massacres qui ont pu être commis par des membres du Hamas peuvent être interprétés comme une réponse à ceux dont les colons sionistes se sont rendus coupables pendant 75 ans, et qui par leur ampleur et leur durée sont sans commune mesure en termes d'atrocité ou de cruauté.

Si aucun massacre de population civile ne peut être justifié, c'est valable pour tous les acteurs politiques, or il se trouve que « *la communauté internationale* », autrement dit les Etats qui se rangent au côté des Etats-Unis et d'Israël, ont couvert ou cautionné ceux perpétrés par Tsahal et le Mossad pendant 75 ans. De plus, Israël n'ayant jamais respecté les résolutions votées à l'ONU en toute impunité, l'Etat juif a ainsi été encouragé à continuer de persécuter, de martyriser, de violer les droits du peuple palestinien, par conséquent ce sont essentiellement les grandes puissances, celles présentes au Conseil de Sécurité de l'ONU qui porte l'énorme

responsabilité de la situation actuelle, y compris les massacres commis par les uns et les autres qui auraient pu être évités.

La création d'Israël ayant coïncidé avec la spoliation des terres des Palestiniens, tant qu'une solution n'aura pas été trouvée pour dédommager les Palestiniens à hauteur du préjudice qu'ils ont subi, soit en leur restituant leurs terres, soit en leur proposant l'équivalent ailleurs en Palestine, tant que le droit au retour de tous les Palestiniens en exil ne sera pas acquis et réalisé, tant que l'Etat juif théocratique existera ou qu'une République démocratique ne sera pas instaurée en Palestine, il n'y aura jamais de paix sur la terre de Palestine.

---

## **Tribune libre.**

### **Editorial de La tribune des travailleurs (POID)**

#### **L'urgence du moment par Daniel Gluckstein**

Heure après heure, les médias revoient à la hausse le nombre des victimes civiles, particulièrement des jeunes et des enfants, qui ont perdu la vie depuis le 7 octobre, côté israélien et côté palestinien. Un bilan appelé, hélas, à s'aggraver dans les prochains jours si, comme cela est annoncé, Gaza est écrasée sous un tapis de bombes, confrontée à une intervention militaire terrestre et sa population affamée du fait de l'impitoyable blocus décidé par Netanyahu. Encore faudrait-il ajouter les milliers d'enfants tués par l'armée israélienne durant les dernières décennies.

Aucun démocrate, aucun humaniste ne peut rester impassible devant la mort d'un seul enfant innocent, quel qu'il soit, juif ou arabe. Mais invoquer cette émotion légitime et partagée ne suffit pas à ouvrir le chemin d'une solution.

En répondant à l'attaque du Hamas par un déluge de fer et de feu contre deux millions de Palestiniens pris au piège d'une prison à ciel ouvert, Netanyahu ne fait que poursuivre ce qu'il fait depuis des années : nier l'existence d'un peuple palestinien qui revendique les droits légitimes auxquels aspirent tous les peuples. Cette négation – et la spirale de la répression et de la colonisation qu'elle entraîne – a largement contribué à l'attaque du 7 octobre. Écrire cela ne signifie ni dédouaner le Hamas de sa responsabilité dans les actes qu'il décide, ni approuver sa politique. Mais ce n'est pas le Hamas qu'Israël ignore depuis des décennies, c'est le peuple palestinien tout entier.

On peut, certes, momentanément condamner un peuple au silence. Mais on ne peut le faire disparaître, même par la terreur. La revendication nationale légitime finit toujours par ressurgir. Le journaliste israélien Gideon Levy ne dit rien d'autre dans les colonnes du quotidien Haaretz que nous citons en page 11.

Les travailleurs ont en mémoire qu'en 1954, lorsque le peuple algérien se souleva pour sa libération, le gouvernement français a proclamé qu'il ne s'agissait pas d'une guerre de libération, mais d'« *actes terroristes* », auxquels il répondrait par des « *mesures de police* ». Quant au ministre de l'Intérieur Mitterrand, il déclarera : « *La seule négociation, c'est la*

*guerre.* » La suite est connue : un million et demi de morts du côté algérien, mais au bout du compte, la cause légitime s'imposa contre le pouvoir colonial.

On peut partager ou non les termes du communiqué du POID et la perspective qu'il défend d'un seul État démocratique et laïque garantissant à tous ses citoyens des droits égaux. Mais que l'on soit d'accord ou non, il est un fait indiscutable : laisser Netanyahu continuer demain ce qu'il a fait hier, cela aura pour résultat sans doute des milliers, peut-être des dizaines de milliers de morts supplémentaires, pour l'essentiel des victimes civiles et des enfants, mais cela ne suffira pas à faire disparaître le peuple palestinien et ses aspirations légitimes.

Il faudra bien, d'une manière ou d'une autre, ouvrir la voie à une solution politique. Rien ne peut justifier le massacre à Gaza. L'urgence est de l'empêcher et d'imposer la levée du blocus.

Le 10 octobre, 16 heures.

[https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web\\_reader/article?id=8668](https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=8668)

---

### **Quelques éléments de réflexion.**

Dès qu'en 1993 les accords d'Oslo furent signés par Yasser Arafat, chef de l'OLP, et Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien, qui prévoyaient la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza pour 1998, je me souviens encore de m'être dit que c'était un terrible piège qui se refermerait sur les Palestiniens, et qu'il ne fallait surtout pas qu'ils cautionnent ces accords de la honte et de la trahison signés par Arafat, qu'ils ne devraient surtout pas retourner à Gaza ou en Cisjordanie, car ils y seraient enfermés comme dans des camps de concentration, et lorsqu'ils se rebelleraient, ils feraient l'objet de massacres cautionnés par l'ONU ou toutes les grandes puissances...

---

### **Qu'on se souviene de ce qu'ils sont capables d'inventer ou de faire, y compris massacrer leur propre peuple au besoin.**

1989, symbole de la désinformation le faux charnier de Timisoara attribué à Nicolae Ceausescu ; 1990, l'affaire des couveuses au Koweït attribuée à Saddam Hussein sur la base d'un faux témoignage ; 2003, Colin Powell présente à l'ONU une fiole réputée contenir de l'anthrax et censée prouver que Saddam Hussein détient des armes de destruction massive, une fake news aussi. Vous pouvez ajouter le 11 septembre 2001, etc.

- Israël publie des images «effroyables» de bébés «tués et brûlés par les monstres du Hamas»

Yossi Landau, travaille depuis 33 ans en tant que bénévole pour l'organisation israélienne Zaka, qui en temps normal récupère les corps de personnes ayant subi une mort non naturelle. Interrogé par l'AFP, il témoigne avoir été témoin d'une violence qu'il n'avait jamais vue auparavant. «*J'ai senti que je m'effondrais, pas seulement moi, mais toute mon équipe*», se souvient-il, après être entré dans la première maison du kibboutz de Beeri et y avoir trouvé

une femme morte. «*Son ventre a été ouvert, un bébé était là, encore relié au cordon, et poignardé*», relate-t-il. L'homme déclare avoir vu de nombreux civils, dont une vingtaine d'enfants, qui avaient les mains attachées dans le dos avant d'être abattus et brûlés.

Le journal *The Jerusalem Post* affirme quant à lui avoir pu consulter et vérifier des photos prouvant que des bébés ont bien été décapités et brûlés dans l'assaut du Hamas à Kfar Aza. Interrogé par l'AFP, un militaire déployé dans le kibboutz évoquait mercredi «*des mutilations, parmi lesquelles des décapitations*» sur les corps retrouvés, parmi lesquels un nombre important d'enfants. lefigaro.fr 12 octobre 2023

**Ils mentent (comme ils respirent), mais il est désormais trop tard.**

**Les États-Unis n'avaient pas eu d'«indications» sur une attaque du Hamas**

Les États-Unis n'ont eu aucune indication qu'une attaque du Hamas se préparait contre Israël, a affirmé ce jeudi à Bruxelles le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin.

«*Si nous avions eu de telles indications, nous les aurions partagées avec Israël, mais, à ma connaissance, nous n'avons rien vu de tel*», a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion des ministres de la Défense de l'Otan. lefigaro.fr 12 octobre 2023

---

**Israël : Etat voyou, terroriste depuis sa création.**

J-C – Sans être un partisan de l'ONU dont j'appelle à la suppression, on remarquera que tous les gouvernements qui se sont succédés en France (notamment) ont cautionné les crimes commis par l'Etat juif, aucun à travers le monde n'exigera de lui imposer des mesures coercitives ou exigera qu'il applique ces résolutions sous peine d'être exclus de l'ONU.

**Les résolutions de l'ONU non respectées par Israël - trtfrançais.com 10 octobre 2023**

Depuis 1947, Israël a fait l'objet de plus de 50 résolutions et condamnations de l'ONU, qui n'ont pas été respectées ni prises en compte.

Nombreuses sont les résolutions qui exhortent les forces armées israéliennes au retrait des territoires occupés (Résolution 242), à indemniser les réfugiés et les laisser «*rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et vivre en paix avec leurs voisins*» (Résolution 194), à respecter le cessez-le-feu (Résolution 236), assurer «*la sûreté, le bien-être et la sécurité des habitants des zones où des opérations militaires ont eu lieu*» (Résolution 237).

**Le 21 mai 1968, la résolution 252** du Conseil de sécurité de l'ONU déclare «*non valides*», les mesures israéliennes qui consistent à «*l'expropriation de terres et de biens immobiliers*», et visent à «*modifier le statut de Jérusalem*».

**Le 22 mars 1979, la résolution 446** du Conseil de sécurité exige l'arrêt des «*pratiques israéliennes visant à établir des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967*», affirme que ces pratiques «*n'ont aucune validité en droit*» tout en demandant à Israël de respecter la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

**Dans sa Résolution 592 du 8 décembre 1986**, le Conseil de sécurité de l'ONU rappelle que la convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre "*est applicable aux territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967*" et condamne "*l'armée israélienne qui, ayant ouvert le feu, a tué ou blessé des étudiants*" de l'université Bir Zeit.

Après le déclenchement de la première Intifada, le Conseil de sécurité condamne, dans sa **Résolution 605 datée du 22 décembre 1987**, les pratiques d'Israël "*qui violent les droits du peuple palestinien dans les territoires occupés, en particulier le fait que l'armée israélienne a ouvert le feu, tuant ou blessant des civils palestiniens*".

**Le 30 août 1989, la Résolution 641** du Conseil de sécurité de l'ONU "*déplore qu'Israël, puissance occupante, continue d'expulser des civils palestiniens*" et lui demande d'assurer le retour de tous les expulsés.

Après le début de la seconde Intifada, le Conseil de sécurité a dénoncé les violences et condamné le "*recours excessif à la force contre les Palestiniens*" tout en demandant à Israël de respecter ses obligations relatives à la convention de Genève (**Résolution 1322 du 7 octobre 2000**).

Après l'incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza en 2009, le Conseil de sécurité exige dans sa **Résolution 1860 du 8 janvier 2009**, "*l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu durable et pleinement respecté menant au retrait total des forces israéliennes de la bande de Gaza*", et exige de ne pas entraver l'entrée des organisations médicales dans Gaza.

En 2022 seulement, Israël a battu tous les records en faisant l'objet de 15 résolutions de l'ONU, pendant que la Russie faisait l'objet de 6 résolutions, et ce, malgré la guerre entre cette dernière et l'Ukraine qui a débuté la même année.

Cette liste, très loin d'être exhaustive, de résolutions non respectées, laisse entrevoir à quel point les violations en matière de droits de l'homme auxquelles sont confrontés les Palestiniens, restent toujours les mêmes presque 70 ans plus tard. Mais les appels désespérés du peuple palestinien semblent malheureusement toujours inaudibles en Occident.  
trtfrançais.com 10 octobre 2023

---

## **L'ONU a condamné Israël plus que tous les autres pays réunis en 2022 - i24news.tv 03 janvier 2023**

- Depuis 2015, l'Assemblée générale a adopté 140 résolutions critiquant Israël, principalement sur son "*traitement envers les Palestiniens*" et ses relations avec les pays voisins.

En 2022, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté plus de résolutions contre Israël que contre toutes les autres nations réunies, démontrant ainsi ce que les observateurs avertis appellent "*une focalisation déséquilibrée sur l'État juif*" au sein de l'organisme mondial. L'Assemblée générale a approuvé 15 résolutions anti-Israël l'année dernière, contre 13 résolutions critiquant d'autres pays, tous pays confondus, selon un décompte effectué par le groupe de surveillance pro-Israël UN Watch. i24news.tv 03 janvier 2023

---

## Un peu d'histoire ou rafraîchissons-nous la mémoire.

### Un peu d'ordre pour commencer.

*"Les juifs ne sont sémites que lorsqu'ils sont arabes et non lorsqu'ils embrassent la religion juidaïque."*

Dans une déclaration faite au journal l'Humanité (13-12-67), M. Makhos, ministre des affaires étrangères du gouvernement syrien, a refusé de manière catégorique l'accusation d'antisémitisme comme mobile de la politique arabe; il y voit même une contradiction dans les termes, puisque, soutient-il, " *les Arabes sont non seulement des sémites, mais de vrais sémites* ".

Cette proposition, qui mériterait l'attention des historiens et des ethnologues, est " *démontrée* " de la manière suivante : " *Si nous voulons faire du racisme, ce qui serait contraire à la science et à toute démocratie, nous pourrions prétendre que seuls les juifs arabes sont sémites et non pas tous les autres juifs du monde.* " Il ajoute : " *En d'autres termes, que les juifs ne sont sémites que lorsqu'ils sont arabes et non lorsqu'ils embrassent la religion juidaïque. Alors que tous les Arabes sont sémites, les juifs américains, français, allemands, polonais, russes et autres qui ne sont pas arabes, sont loin d'être sémites* " ; et de conclure : " *En conséquence, nous condamnons tout antisémitisme, car cela équivaut à être anti-arabe.* " lemonde.fr 07 février 1968

---

### Qui sont les Sémites ? - jeuneafrique.com 27 avril 2004

Le terme a été inventé en 1781 par l'orientaliste allemand August Ludwig Schlözer, à partir du nom d'un des fils de Noé, Sem, pour désigner des langues dont la parenté avait été établie dès le Moyen-Âge par les savants juifs : l'hébreu, l'araméen, l'arabe. Les spécialistes ont ensuite regroupés sous l'appellation de « *sémite* » tout un ensemble de peuples qui, dans le courant du III<sup>e</sup> millénaire avant Jésus-Christ, émigrèrent de la péninsule Arabique vers la Mésopotamie, la Syrie, la Palestine, puis, vers 700 avant Jésus-Christ, vers la corne de l'Afrique. Ils se caractérisent par leur appartenance à une même famille linguistique, mais ne présentent pas nécessairement d'autre parenté. jeuneafrique.com 27 avril 2004

---

### Procédons par ordre chronologique.

Avant 1917, la région est sous l'autorité de l'Empire ottoman. Les populations chrétiennes et musulmanes qui y vivent se définissent en termes de communautés religieuses et ne manifestent guère de sentiment de type national. La population juive est divisée en deux communautés : l'ancien Yichouv c'est-à-dire la communauté établie de longue date sur ce territoire, et le nouveau Yichouv composé de Juifs établis depuis les années 1880, motivés principalement par le sionisme. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, des arabes de Palestine expriment leur protestation auprès des autorités ottomanes contre ces nouvelles arrivées.

En 1917, les Britanniques conquièrent la Palestine qu'ils administrent officiellement à partir de 1920 dans le cadre d'un mandat de la Société des Nations. Le conflit entre le Yishouv et les Arabes de Palestine débute principalement après la Déclaration Balfour de 1917. De 1920 à 1948, de nombreux Juifs et arabes s'installent en Palestine alors que le Royaume-Uni exerce son mandat sur la Palestine mandataire : la population juive, qui était estimée en 1917 à environ 70 000 personnes, passe à plus de 650 000 au début de 1948, et la population arabe à plus d'un million de personnes. Des conflits éclatent entre Arabes et Juifs dès 1920, mais aussi entre ces populations et les autorités britanniques.

L'Organisation sioniste mondiale est créée en 1897 à Bâle, où le mouvement sioniste tient son premier congrès et élit Theodor Herzl à sa tête. La mission qu'elle se donne est de préparer, pour le peuple juif, un foyer national en Palestine, région historique des anciens royaumes de Juda et d'Israël. Pour cela, l'Organisation sioniste mondiale rachète des terres grâce notamment à l'organisme juif d'achats de terres K.K.L. et au soutien de certaines banques. Sont alors promus l'immigration et le sentiment national afin de renforcer la présence juive sur le territoire.

À la fin de la période ottomane, la population juive est estimée entre 56 000 personnes et 82 000 personnes et la population arabe (musulmans, chrétiens, Druzes et autres) à plus de 600 000 personnes.

En mai 1916, le Royaume-Uni et la France concluent l'accord secret « *Sykes-Picot* », qui projette de diviser la région en 2 zones d'influence pour ces 2 puissances coloniales. Les accords Sykes-Picot attribuent la Transjordanie et la Palestine mandataire à la zone d'influence britannique et la zone de la grande Syrie à la France.

Ces accords n'empêchent pas les Anglais de promettre non seulement un royaume indépendant aux Arabes, mais aussi la création d'un « foyer national » aux Juifs, par la déclaration Balfour sur la zone de la Palestine mandataire et d'un Etat arabe, qui sera la Transjordanie. Les Anglais créent un régiment juif (la légion juive) dans l'armée Anglaise, le 23 août 1917. Le 2 novembre 1917, le gouvernement britannique proclame la déclaration Balfour, selon laquelle il envisage favorablement l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. Chaim Weizmann participe aussi à la préparation de la conférence de la paix à Paris et il y signe, en 1919, un accord avec Fayçal, futur roi d'Irak.

La Grande-Bretagne confie alors le dossier à l'Organisation des Nations unies qui, avec le soutien conjoint des États-Unis et de l'Union soviétique et malgré l'opposition de tous les pays arabes, votent le plan de partage de la Palestine, le 29 novembre 1947. C'est la résolution 181 de l'AGNU, refusée par tous les États arabes. Ce plan de partage divise la Palestine en trois secteurs, l'un arabe (45 %), l'autre juif (55 %) et le troisième, la ville de Jérusalem, sous la tutelle de l'ONU. Les dirigeants arabes palestiniens refusent ce plan et annoncent qu'ils s'y opposeront par les armes. Les dirigeants du Yishouv approuvent le partage même si l'Irgoun et le Lehi sont en désaccord avec la superficie du futur Etat juif.

La première guerre israélo-arabe éclate le 15 mai 1948...

En 1949, date de la fin du conflit, Israël a l'avantage, et signe des cessez-le-feu avec les États arabes voisins. La « *ligne verte* » est ainsi formée, signifiant l'ensemble des nouvelles frontières de fait entre l'État juif, l'Égypte, la Transjordanie, le Liban et la Syrie. L'État d'Israël



s'étend alors sur 78 % de l'ancienne Palestine mandataire, soit 23 % de plus que ce que le plan de partage de 1947 le lui accordait. Les 22 % restants sont annexés par la Transjordanie (la Cisjordanie) et l'Égypte (la bande de Gaza). L'ouest de Jérusalem est en Israël, l'est en Transjordanie. Pour les Palestiniens, c'est la « *Nakba* » (la catastrophe). Ils n'ont pas d'État, et entre 700 000 et 900 000 d'entre eux fuient vers les territoires palestiniens restants et vers les pays voisins. (Wikipédia)

---

## **Le dépeçage de la Palestine et le massacre des Palestiniens va continuer jusqu'à nos jours.**

En 1947, le Royaume-Uni décide de confier la Palestine à l'Organisation des Nations unies.

1948 : la bande de Gaza est rattachée à l'Égypte

Alors que la Seconde Guerre mondiale vient de s'achever, l'ONU propose un partage de la zone qui sera voté le 29 novembre 1947. Le plan prévoit de créer un État arabe et un État juif côte à côte, et de faire de Jérusalem un territoire sanctifié placé sous régime international. La Palestine, amputée d'une grande partie de son territoire, rejette massivement ce partage.

Alors que les Britanniques quittent le territoire, les populations juive et palestinienne entrent en guerre civile pendant six mois. L'État d'Israël est créé le 14 mai 1948 sur 77 % du territoire de la Palestine mandataire. Près de la moitié de la population palestinienne s'enfuit ou est expulsée.

### **1967 : Israël récupère Gaza à l'issue de la guerre des Six-Jours**

Israël lance une attaque éclair « préventive » en juin 1967 contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Dans cette guerre des Six-Jours, l'État hébreu s'empare de territoires syriens, égyptiens et palestiniens. Le Sinaï et Gaza sont ainsi pris à l'Égypte, la Cisjordanie et Jérusalem-Est à la Jordanie, et le plateau du Golan à la Syrie.

Si les Israéliens ont rétrocédé le Sinaï en 1980 et Gaza en 2005, le Golan et Jérusalem-Est n'ont en revanche jamais été restitués. À l'heure actuelle, ces annexions ne sont pas reconnues par la communauté internationale.

### **2007 : le Hamas prend le pouvoir à Gaza**

En 2005, après trente-huit ans d'occupation, le gouvernement israélien mène une opération de désengagement militaire de la bande de Gaza, l'administration du territoire se révélant trop complexe après la seconde Intifada, soulèvement palestinien qui débute en 2000. Quelque 8 000 colons, répartis dans 21 colonies israéliennes, sont alors forcés à quitter le territoire.

Depuis 2005, le Hamas, mouvement de résistance islamique qui prône la destruction d'Israël, monte en puissance à Gaza. Il gagne les élections législatives en 2006 et administre le territoire seul depuis cette victoire. Considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis depuis 1997, le parti se distingue par son recours aux prises d'otages, aux attentats-suicides et aux lancements de roquettes depuis Gaza à partir de 2007.



## **2008 : début de la guerre de Gaza**

En décembre 2008, l'armée israélienne lance l'opération « Plomb durci ». Pendant trois semaines, Tsahal (l'armée israélienne) mène une attaque aérienne et terrestre contre le Hamas, la plus meurtrière de toutes les opérations menées contre le territoire palestinien jusqu'alors.

L'opération prend fin le 21 janvier 2009 avec le retrait des troupes israéliennes de Gaza. Après vingt-deux jours d'offensive, quelque 1 400 Palestiniens et 13 Israéliens sont tués, et plus de 5 000 personnes blessées dans la bande de Gaza.

---

## **Plus de 100.000 Palestiniens tombés en martyrs depuis la Nakba - aps.dz 07 janvier 2022**

De la Nakba jusqu'à fin 2021, les forces d'occupation israéliennes ont tué plus de 100,000 Palestiniens à travers différentes parties des territoires palestiniens occupés... Algérie Presse Service 07 janvier 2022

## **2009**

### **Conflit israélo-palestinien: 8 900 morts depuis vingt ans - lefigaro.fr 24 novembre 2009**

Un seul chiffre en dit parfois beaucoup plus qu'un long discours. 8 881 : c'est le nombre de tués en deux décennies de conflit israélo-palestinien, nous apprend B'Tselem, l'organisation israélienne de défense des droits de l'Homme, qui fête ses vingt ans d'existence.

La grande majorité – 7 398 - sont Palestiniens, dont 1 537 mineurs. Israël, de son côté, déplore 1 483 morts, dont 139 mineurs. lefigaro.fr 24 novembre 2009

## **2014**

### **La guerre israélienne sur Gaza en 2014 a fait, côté palestinien, plus de 2000 morts dont près de 500 enfants selon les organisations internationales - Abderraouf Arnaout Jérusalem 17 avril 2015**

Entre 1948 et 1993, environ 13 000 Palestiniens ont été tués, selon une estimation du Ministère de la Santé palestinien. Du côté israélien, les chiffres indiquent qu'environ 3 700 Israéliens ont perdu la vie au cours de la même période [1]. Ces chiffres incluent les victimes civiles et militaires.

Depuis le début de la deuxième Intifada en septembre 2000, le conflit a escaladé et les pertes en vies humaines ont augmenté de manière significative. Selon les statistiques du projet « B'Tselem », une organisation israélienne de défense des droits de l'homme, entre le 29 septembre 2000 et le 31 décembre 2020, 9 787 Palestiniens et 1 162 Israéliens ont perdu la vie [2].

De manière générale, les années 1948, 1956, 1967, 1973, 1982 et 2000 enregistrent des chiffres élevés de victimes des deux côtés du conflit.

Par exemple, lors de la guerre de 1948, environ 15 000 Palestiniens ont été tués, selon les estimations [3]. La guerre des Six Jours en 1967 a également été très meurtrière, avec environ 20 000 Palestiniens tués et près de 800 Israéliens [3]. La deuxième Intifada a été une période particulièrement sanglante, avec plus de 3 000 Palestiniens et plus de 1 000 Israéliens tués entre 2000 et 2005 [2].

Ces périodes de violence intense ont été marquées par des affrontements armés, des atteintes aux droits de l'homme, des bombardements et des actes de terrorisme, contribuant ainsi à un bilan humain tragique.

Sources consultées le 21 juillet 2023:

[1] Israeli-Palestinian Conflict | Global Conflict Tracker

[2] The Israel-Palestine Crisis: Causes, Consequences, Portents

[3] History of the Question of Palestine

---

## La Nakba - Institut du Monde Arabe 2023

La Nakba, la « *catastrophe* » en arabe, désigne la période de dépossession, d'expulsion, de destructions, de pillages et de massacres à l'encontre des Palestiniens à la fin du mandat britannique sur la Palestine.

Entre 1947 et 1948, près de 800 000 Palestiniens sont chassés de leurs terres dans le contexte du partage de la Palestine et de la guerre israélo-arabe consécutive à la création d'Israël, le 14 mai 1948.

Après 1948, tout retour sera interdit à ces réfugiés par les gouvernements israéliens successifs. Chaque année, entre le 30 mars et le 15 mai, les Palestiniens commémorent la Nakba par une "*marche du retour*" exigeant le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Aujourd'hui ces réfugiés chassés de leurs terres et leurs descendants sont plus de 5 millions à vivre en Cisjordanie, à Gaza ou à l'étranger, certains dans des camps de réfugiés depuis 1948.

Bilan :

- Près de 800 000 Palestiniens chassés de leurs terres
- Environ 15 000 Palestiniens tués
- Plusieurs dizaines de massacres commis par les forces sionistes
- Environ 500 villes et villages rasés et 700 passés sous contrôle israélien

- Environ 17 000 km<sup>2</sup> de terres palestiniennes confisquées

#### Sources

- Alain Gresh : Israël, Palestine : Vérités sur un conflit. Fayard, collection Pluriel, 2007
- Organisation de Libération de la Palestine : Infographie « *Recognize the Nakba* »
- Institute for Middle East Understanding : Quick Facts: the Palestinian Nakba
- UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) unrwa.org

---

#### Les dernières infos.

- Gaza frappée par 4000 tonnes d'explosifs depuis samedi

L'armée israélienne a annoncé ce jeudi avoir bombardé l'enclave palestinienne de Gaza contrôlée par le mouvement islamiste Hamas avec 4000 tonnes d'explosifs depuis samedi, selon un communiqué.

«*Environ 6000 bombes ont été larguées sur la bande de Gaza pour un poids total de 4000 tonnes d'explosifs*», depuis le début de la riposte israélienne à l'attaque lancée samedi par le Hamas, qui a tué «des centaines de terroristes», ajouté le communiqué.

L'armée de l'air israélienne a affirmé jeudi dans un post sur les réseaux sociaux avoir largué 6.000 bombes sur Gaza depuis le début de l'offensive israélienne sur l'enclave palestinienne.

---

- Human Rights Watch (HRW) accuse Israël d'avoir «*utilisé du phosphore blanc dans ses opérations militaires à Gaza et au Liban, exposant les civils à des risques de blessures graves et à long terme*». L'ONG précise que cette substance «*provoque des brûlures atroces et peut mettre le feu aux habitations. Son utilisation dans les zones peuplées est illégale.*»

---

- Le nombre de morts augmente chaque jour à Gaza: jeudi, le bilan en évoquait plus de 1200. Les photos et vidéos de civils errant dans des quartiers rasés, d'enfants et de bébés ensanglantés tirés des éboulis, inondent les réseaux sociaux. Plusieurs médias internationaux ont recolté les témoignages de civils désespérés, faisant état des bombardements sans relâche et de l'impossibilité, bien souvent, de trouver un abri sur ce petit territoire très densément peuplé.

---

- Le bilan grimpe à 1537 morts côté palestinien

Au moins 1537 personnes ont été tuées côté palestinien, a indiqué le ministre de la Santé de Gaza, dont 500 enfants et 276 femmes. 6612 ont été blessés.

---

- Des colons israéliens tuent deux Palestiniens en Cisjordanie

Des colons israéliens ont tué deux Palestiniens en Cisjordanie occupée jeudi, a déclaré le ministère palestinien de la Santé.

Des témoins ont déclaré à Reuters qu'un père et son fils ont été abattus lorsque des colons ont ouvert le feu lors des funérailles de quatre Palestiniens tués mercredi par des colons armés et des soldats israéliens dans le village de Qusra, près de la ville de Naplouse, dans le nord du pays.

---

- Conflit à Gaza : Onze employés de l'ONU ont été tués par des frappes israéliennes - 12 octobre 2023

Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU lors du point de presse quotidien :

*« Onze membres du personnel de l'UNRWA ont été tués depuis samedi, tandis que trois enseignants ont été blessés. Pendant ce temps, 30 étudiants de l'UNRWA ont été tués et huit autres ont été blessés. L'approvisionnement en eau étant coupé d'Israël vers Gaza, il existe une grave pénurie d'eau potable qui touche 650 000 personnes. Les frappes aériennes israéliennes ont également endommagé sept installations qui fournissaient des services d'eau et d'assainissement à plus d'un million de personnes. Dans certaines régions, les eaux usées et les déchets solides s'accumulent désormais dans les rues, posant manifestement un grave danger pour la santé. »*

---

- Le Royaume-Uni va envoyer des navires de la Royal Navy et des avions pour soutenir Israël

Le Royaume-Uni va déployer des avions de patrouille et de surveillance ainsi que deux navires de la Royal Navy en Méditerranée orientale «pour soutenir Israël», a annoncé le gouvernement britannique, confirmant les informations du Times. Des avions de patrouille et de surveillance maritimes commenceront à voler dans la région «pour traquer les menaces à la stabilité régionale», selon le gouvernement. (La nostalgie de l'Empire ! – J-C)

- Le gouvernement d'urgence entériné par le Parlement pour la durée de la guerre

Le Parlement israélien a entériné jeudi la formation d'un gouvernement d'urgence et d'un cabinet de guerre par 66 voix contre 4, lors d'une session extraordinaire diffusée en direct. Le gouvernement d'urgence, annoncé la veille par le premier ministre, Benyamin Netanyahu, et son rival, Benny Gantz, sera composé de cinq nouveaux ministres de la formation de Benny

Gantz, alors que le chef de l'opposition, Yaïr Lapid, a annoncé plus tôt son refus de rejoindre ce gouvernement. lefigaro.fr 13 octobre 2023

---

- Raids israéliens en Syrie : les deux principaux aéroports du pays hors service

Les deux principaux aéroports de Syrie, celui de la capitale Damas et celui d'Alep (nord), sont hors service à la suite de frappes israéliennes qui les ont visés jeudi, affirment les médias officiels syriens.

Les frappes aériennes «*simultanées*» ont «*endommagé les tarmacs des deux aéroports, les mettant hors service*», a précisé une source militaire syrienne citée par les médias d'État.

Ces raids interviennent alors qu'Israël est engagé dans une guerre déclenchée par l'attaque samedi du Hamas palestinien contre son territoire, qui a fait des milliers de morts. lefigaro.fr 12 octobre 2023

---

**Guerre Israël-Hamas : le gouvernement israélien ordonne l'évacuation d'1,1 million de Palestiniens du nord vers le sud de Gaza, contre l'avis de l'ONU - francetvinfo.fr 13 octobre 2023**

L'ONU, informée jeudi de cet ordre d'évacuation qui concerne quelque 1,1 million d'habitants, réclame que cet ordre soit annulé. "*Les Nations unies estiment impossible qu'un tel déplacement de population ait lieu sans provoquer des conséquences humanitaires dévastatrices*", alerte le porte-parole.

Plus de 423 000 personnes déplacées dans la bande de Gaza. Près d'un demi-million de Palestiniens ont été contraintes de fuir leurs domiciles dans la bande de Gaza, en état de siège et pilonnée par l'armée israélienne, a annoncé vendredi le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU.

L'organisation s'inquiète notamment pour 50 000 femmes enceintes dans la bande de Gaza, sans accès aux soins, dont environ 5 500 devrait accoucher dans le mois qui vient.francetvinfo.fr 13 octobre 2023

---

**Les sionistes d'extrême droite dictent leur loi en France aux suppôts de néonazis**

J-C – On ne peut pas oublier qu'ils soutiennent tous le régime néonazi de Kiev. On croirait le discours de G. Bush au soir du 11 septembre 2001.

**Guerre en Israël : ce qu'il faut retenir du discours d'Emmanuel Macron - Paris Match 12 octobre 2023**

Le président de la République a ainsi commencé son discours en qualifiant l'attaque du Hamas sur Israël d'« *invasion soudaine, sanguinaire* », de « *haine meurtrière aveugle* » et de « *déchaînement de cruauté absolue* », qui a sidéré aussi la France.

Aussi, Emmanuel Macron a insisté : « *Nous, Français, savons dans notre chair que rien ne peut justifier le terrorisme, il ne peut jamais y avoir de 'oui, mais'. Disons-le clairement : le Hamas est un mouvement terroriste* » et « *cherche la destruction et la mort du peuple d'Israël* », a-t-il ajouté.

« *La seule réponse au terrorisme, la seule possible, est toujours une réponse forte et juste, forte parce que juste* », a-t-il dit. « *Israël a le droit de se défendre en éliminant les groupes terroristes, dont le Hamas, par des actions ciblées mais en préservant les populations civiles, car c'est là le devoir des démocraties* », a-t-il insisté dans son discours diffusé depuis l'Élysée à 20 heures. AFP/Paris Match 12 octobre 2023

J-C – Mais comme l'Etat juif d'apartheid n'a jamais été et ne sera jamais une démocratie, la population civile sera sacrifiée avec l'aval de Macron, CQFD.

---

### **Union nationale autour du représentant français du sionisme pour cautionner le génocide des Palestiniens.**

Le président Emmanuel Macron s'est entretenu avec les chefs des 11 formations politiques représentées au Parlement sur le conflit entre Israël et le Hamas. Une volonté du chef de l'État de favoriser "*l'unité de la Nation*" au moment où l'exécutif prend au sérieux le risque de tensions en France.

Les chefs des 11 formations représentées au Parlement ont tous exprimé, malgré des termes parfois différents, leur condamnation de l'attaque du Hamas.

La France a fermement condamné les "*attaques terroristes perpétrées par le Hamas*" et affirmé son "*plein soutien*" à Israël, ainsi que son "*attachement*" à son "*droit à se défendre*". Manuel Bompard (LFI) a demandé au Président « *de porter la voix de la France pour refuser l'engrenage de la violence* ». europe1.fr 12 octobre 2023

J-C – Quelle fraternité avec « *leur* » président dictateur ! Après cela, ils feindront de s'étonner que les manifestations propalestiniennes soient interdites en France.

---

### **Conflit Hamas-Israël : Gérald Darmanin ordonne l'interdiction systématique des manifestations propalestiniennes - Journal du Dimanche 12 octobre 2023**

Gérald Darmanin a émis un ordre d'interdiction des manifestations propalestiniennes en France, invoquant le risque de « *troubles à l'ordre public* ». Cet ordre a été communiqué aux préfets par le biais d'un télégramme, consulté jeudi par franceinfo.

D'autres manifestations propalestiniennes ont également été interdites dans plusieurs villes de France, mais certaines ont tout de même eu lieu malgré la proscription, comme à Nantes, à Nîmes, à Bordeaux ou encore à Lyon. Ces rassemblements ont réuni plusieurs dizaines de personnes et se sont déroulés pacifiquement, bien qu'ils aient été parfois dispersés par les forces de l'ordre. Marseille a également été le théâtre d'une mobilisation propalestinienne, bien que non déclarée, qui a attiré environ 200 personnes. Les manifestants ont brandi des drapeaux palestiniens et scandé des slogans tels que « *Palestine, résistance* » et « *Macron complice, Israël assassin* ». Journal du Dimanche 12 octobre 2023

3000 manifestants se sont rassemblés à Paris jeudi soir en soutien à la Palestine, d'après la préfecture de police. Selon un premier bilan, 24 personnes ont été verbalisées et 10 personnes interpellées. lefigro.fr

J-C – On s'étonnera, en faisant l'idiot, à ma connaissance, qu'aucun parti dit ouvrier n'ait appelé à manifester pour soutenir le peuple palestinien.

---

Ce jeudi, quelques heures avant cette annonce, une réunion des chefs de partis s'était tenue autour d'Emmanuel Macron à l'Élysée. Selon la secrétaire nationale des Verts, Marine Tondelier, les manifestations « *pour les paix* » ont justement été abordées et le chef de l'État « *nous a dit que ça lui paraissait important* » que ces manifestations puissent se tenir à condition « *que les organisateurs fassent en sorte qu'elles se passent bien.* »

Elle juge donc d'autant plus « *regrettable* » la décision de la place Beauvau.

Cette annonce de l'Intérieur est intervenue alors que plusieurs centaines de personnes étaient réunies place de la République à scander « *Palestine vaincra* », ou encore « *Israël assassin, Macron complice* », munis de drapeaux palestiniens, en dépit d'une interdiction prononcée dès mardi et confirmée par la justice ce jeudi. La préfecture de police a indiqué à l'AFP vers 18 h 15 qu'« *ordre a été donné au dispositif de police de disperser les gens présents, d'interpeller, voire de verbaliser* ». Ce qui a eu lieu dans les minutes qui ont suivi. huffingtonpost.fr 12 octobre 2023

J-C - Il est à noter que des manifestations propalestiniennes ont lieu un peu partout dans les pays occidentaux où elles sont tolérées, mais pas en France passé à l'extrême droite.

---

### **Pourquoi ne pas en profiter pour aller plus loin dans la dictature.**

Éric Ciotti (LR) demande que « *toute manifestation soit interdite dans la période* »

Éric Ciotti a pris la parole ce jeudi après s'être entretenu avec Emmanuel Macron en compagnie des autres chefs de partis. Le président des Républicains a demandé au Président de la République que « *toute manifestation soit interdite dans la période* » en raison de la menace terroriste accrue que fait peser sur la France la guerre Israël-Hamas. lefigaro.fr 12 octobre 2023



---

## **La dictature de la pensée unique et la fabrication du consentement. Après la dictature sanitaire et climatique, néonazie ukrainienne, le sionisme d'extrême droite.**

J-C - Les terroristes contre la liberté d'expression franchissent un cran de plus.

### **86 % des Français en faveur du démantèlement des partis et associations qui soutiennent le terrorisme islamique - lejdd.fr 12 octobre 2023**

Un sondage publié mercredi révèle que les Français demandent majoritairement plus de rigueur vis-à-vis de la lutte contre l'apologie du terrorisme. Les sympathisants de droite y sont plus favorables qu'à gauche.

Une réponse ferme. Les Français sont 86 % à souhaiter une interdiction systématique des partis et associations qui soutiennent ou font l'apologie du terrorisme, révèle un sondage de l'institut CSA pour CNEWS, mercredi.

Parmi les personnes interrogées, les 65 ans et plus se montrent les plus intransigeants (93 %). Un souhait qui fait également écho chez les plus jeunes. En effet, les moins de 35 ans y sont également très favorables (80 %). Parmi les catégories socioprofessionnelles, les CSP+ et les inactifs sont 88 % à demander davantage de sévérité contre le terrorisme islamique, devant les CSP- (81 %). lejdd.fr 12 octobre 2023

---

## **Niger.**

### **Niger : La coordonnatrice de l'ONU sommée de quitter le pays sous 48H - oceanguinee.com 11 octobre 2023**

Les militaires au pouvoir au Niger ont donné à la coordonnatrice de l'ONU, Louise Aubin, de le quitter dans les trois jours, en dénonçant notamment les « entraves » des Nations Unies à sa reconnaissance internationale.

Cette décision intervient au lendemain de l'annonce par les Etats-Unis de la suppression de quelque 500 millions de dollars d'aide économique au Niger, et alors que la France commence à retirer ses soldats du pays à la demande des militaires au pouvoir depuis le 26 juillet.

« *Le gouvernement décide d'ordonner à l'ambassadeur, coordonnateur résident du système des Nations unies, son excellence madame Louise Aubin de prendre toutes les dispositions utiles pour quitter Niamey sous soixante-douze heures* », a écrit le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué daté de mardi et transmis à l'AFP mercredi. Mme Aubin, de nationalité canadienne, avait été nommée à ce poste en janvier 2021.

Le pouvoir nigérian a motivé sa décision par des « entraves » mises selon lui par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, « *en vue de contrarier la participation pleine et entière*

*du Niger* » à la 78ème Assemblée générale de l'organisation qui a eu lieu en septembre à New York.

Le régime militaire avait déjà dénoncé des « *agissements perfides* » de M. Guterres pour, selon lui, entraver la participation du représentant du Niger à cet évènement et « *saper tout effort de sortie de crise* ».

Les généraux nigériens au pouvoir avaient envoyé à New York leur nouveau ministre des Affaires Etrangères, Bakary Yaou Sangaré, qui était avant le coup d'Etat du 26 juillet le représentant du pays à l'ONU.

Ils avaient dénoncé le refus de M. Guterres de « *prendre acte* » de la liste officielle des délégués du Niger. M. Sangaré n'avait pas pris la parole lors de l'Assemblée générale.  
oceanguinee.com 11 octobre 2023